



## **A.C.C.E.N.T.S DES ETATS-UNIS**

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL POUR LES ETATS-UNIS

AGRICULTURE, COMMERCE, CLIMAT, ENERGIE, NUMERIQUE, TRANSPORT, SANTE...

N° 2022-18 du 26 août 2022

# SOMMAIRE

## Commerce et sanctions

1. La première réunion ministérielle en personne entre les Etats du cadre économique pour l'Indopacifique se tiendra les 8 et 9 septembre à Los Angeles.
2. Les premières discussions pour l'initiative commerciale et économique Etats-Unis – Taïwan doivent se tenir « au début de l'automne », après la publication du mandat de négociation le 17 août.
3. Le Département du Commerce ajoute sept entreprises chinoises sur la liste de contrôle des exportations

## Climat – énergie – environnement

4. Promulgation de la loi Inflation Reduction Act
5. Promulgation de la loi CHIPS and Science Act

## Transport et infrastructure

6. Le volet véhicule électrique de la loi IRA suscite des réactions

## Industrie

7. Le CHIPS and Science Act contenant notamment des subventions pour la production domestique de semi-conducteurs a été promulgué

## Numérique et innovation

8. Un lanceur d'alerte de Twitter dénonce les pratiques de l'entreprise en matière de sécurité
9. Rapport de la FCC sur le Universal Services Fund
10. Annonces des entreprises de réseaux sociaux en matière de modération des contenus dans la perspective des élections de mi-mandat

## Santé

11. Amazon accroît sa présence dans le secteur de la santé
12. La *Prescription Drug Pricing Reform* inscrite dans le *Inflation Reduction Act*

*Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le Washington Wall Street Watch, [ici](#).*

## Commerce et sanctions

### 1. La première réunion ministérielle en personne entre les Etats du cadre économique pour l'Indopacifique se tiendra les 8 et 9 septembre à Los Angeles.

Cette [réunion](#) de l'IPEF sera co-présidée par la Secrétaire au Commerce Gina Raimondo et par la Représentante américaine au commerce (USTR) Katherine Tai. Une ministérielle virtuelle avait été [organisée](#) entre les 14 Etats participant aux discussions le 26 juillet.

### 2. Les premières discussions pour l'initiative commerciale et économique Etats-Unis – Taïwan doivent se tenir « au début de l'automne », après la publication du mandat de négociation le 17 août.

Le [mandat](#) de négociation reprend les onze domaines de discussion communiqués le 1<sup>er</sup> juin lors du [lancement](#) de l'initiative. Ces domaines sont : facilitation des échanges, bonnes pratiques réglementaires, lutte contre la corruption, petites et moyennes entreprises, agriculture, réglementation, commerce numérique, travail, environnement, fonctionnement des entreprises publiques, politiques et pratiques non marchandes. Une première réunion inaugurale s'était [tenue](#) le 27 juin entre la représentante américaine adjointe pour le commerce Sarah Bianchi et le ministre taïwanais John Deng. L'initiative doit prendre la forme d'« accords aux standards élevés ». Pour rappel, Taïwan ne fait pas partie des Etats en discussion pour l'élaboration d'un cadre économique pour l'Indopacifique (ou IPEF, *Indo-Pacific Economic Forum*).

### 3. Le Département du Commerce ajoute sept entreprises chinoises sur la liste de contrôle des exportations

L'[ajout](#) sur l'*Entity List* est effectif à partir du 24 août 2022. Il concerne sept entreprises chinoises des domaines spatial, aérospatial ou de technologies liées à ces domaines qui contribuent à la modernisation de l'armée chinoise, selon le DoC. Le communiqué détaille les sept entités concernées. Cet ajout implique que tout export, réexport, ou transfert vers ces entités est interdit, sauf en cas d'obtention d'une licence du DoC. Toute demande de licence sera examinée par le BIS (*Bureau of Industry and Security*, en charge du contrôle export au DoC) avec une présomption de refus.

#### Calendrier des principaux événements commerce à venir :

- [Ministérielle IPEF](#) : 8 et 9 septembre, Los Angeles, Etats-Unis ;
- [G7 Commerce](#) : 14 et 15 septembre, Neuhardenberg, Allemagne ;
- [G20 Commerce, Investissement, Industrie](#) : 21 au 23 septembre, Labuan Bajo, Indonésie ;
- [Coopération économique pour l'Asie-Pacifique](#) (APEC) : semaine des dirigeants économiques, 14 au 19 novembre, Bangkok, Thaïlande ;
- [Conseil du commerce et des technologies](#) (CCT) : date à confirmer, « avant la fin de l'année 2022 » aux Etats-Unis.

## Climat- Energie - Environnement

### 4. Promulgation de la loi *Inflation Reduction Act*

Le Président Biden a [promulgué](#) le 16 août dernier l'*Inflation Reduction Act* (IRA). Dans son [allocution](#), lors de la signature du texte, Joe Biden considère que ce texte constitue « une des lois les plus importantes de l'histoire des Etats-Unis ». Au-delà du volet de lutte contre les effets de l'inflation, l'IRA consacre \$369 milliards de dollars, principalement par le biais d'incitations, à la sécurité énergétique et la lutte contre le changement climatique. [Selon](#) les sénateurs

démocrates, ces fonds permettront d'investir dans la production énergétique et d'atteindre une réduction des émissions de carbone par rapport à 2005 d'environ 40 % d'ici 2030, tout en baissant le coût des énergies pour les américains, en favorisant une transition énergétique juste et en améliorant la résilience des communautés rurales.

### 5. Promulgation de la loi *CHIPS and Science Act*

Le Président Biden a [promulgué](#) le 9 août dernier le *CHIPS and Science Act*. Selon la Maison Blanche,

cette loi bipartisane permet « *des investissements historiques pour mettre les entreprises et travailleurs américains en position de gagner la course du XXI<sup>e</sup> siècle* ». Cette loi devrait renforcer la fabrication américaine, les chaînes d'approvisionnement et la sécurité nationale des États-Unis en investissant dans la recherche fondamentale, la science et la technologie. Certains investissements concernent les énergies propres. Dans ce domaine, les éléments de [présentation](#) du Congrès mentionnent notamment le nucléaire, la *bioscience* et les transferts technologiques des laboratoires fédéraux vers les petites et moyennes entreprises. Le Congrès évalue les investissements supplémentaires dans la recherche scientifique américaine permis par le CHIPS and Science Act à 82.5 milliards de dollars.

### Brèves

- Le *Department of Energy* [estime](#) que les dispositions de l'*Inflation Reduction Act* et de la *Bipartisan Infrastructure Law* pourraient réduire les émissions d'environ 1000 à 1150 millions de tonnes de CO<sub>2</sub> d'ici 2030. Ces lois contribueraient à l'atteinte d'une réduction de 40 % des émissions de gaz à effet de serre par rapport à leurs niveaux de 2005.
- L'US EIA [relève](#) que les États-Unis ont atteint un nouveau record de consommation journalière d'électricité à partir de gaz naturel le 21 juillet

2022, avec 6.7 TWh. La demande en électricité aux États-Unis atteint généralement un pic en été en raison de la demande en air conditionné. Le mois de juillet dernier a été particulièrement chaud, se classant au troisième rang des mois présentant les températures les plus élevées jamais enregistrées aux États-Unis.

- Le [gouverneur Newsom a proposé le 11 août](#) une prolongation de la durée de service de l'unique centrale nucléaire californienne dénommée *Diablo Canyon*. Constatant d'une part l'accélération des effets du changement climatique en Californie mettant en grande tension le réseau électrique de l'Etat et, d'autre part, l'impossibilité dans les années à venir de compenser sa fermeture initialement prévue pour 2024 ou 2025 par de nouvelles sources d'énergies décarbonées, il a proposé l'adoption d'un texte au Parlement pour permettre la poursuite de l'exploitation pour 5 à 10 ans. Diablo Canyon produit 8.6% de l'électricité californienne mais surtout 17% de son électricité décarbonée. Si le texte était voté, il suspendrait les règles californiennes en matière de qualité environnementale (*California Environment quality act*) notamment s'agissant de l'utilisation de l'eau à des fins de refroidissement et permettrait à l'opérateur de la centrale de solliciter un prêt de 1.4 Md\$ auprès du Trésor de Californie.

## Transport et Infrastructure

### 6. Le volet véhicule électrique de la loi IRA suscite des réactions

Parmi les mesures de l'*Inflation Reduction Act* a été retenu un nouveau crédit d'impôt d'un montant maximum de 7500 \$ pour l'achat d'un véhicule électrique, une mesure qui doit contribuer à l'atteinte d'une cible de 50% de véhicules électriques en 2050. Cette disposition concernera les véhicules électriques dont le prix sera inférieur à 55 000 \$ pour une voiture classique et 80 000 \$ pour une camionnette ou un SUV.

Pour être éligibles, les véhicules électriques devront cependant être assemblés en Amérique du Nord. A compter de 2023, les acheteurs de ces véhicules pourront bénéficier de 3 250 \$ de crédit d'impôt dès lors qu'au moins 40% des minerais critiques de leurs batteries auront été extraits en Amérique du Nord ou dans des pays ayant conclu des accords de libre-échange avec les États-Unis, ou recyclés en Amérique du Nord. De plus, si 50 % des composants

de leurs batteries proviennent d'Amérique du Nord, ils bénéficient d'un crédit d'impôt de 3 250 \$. Ces modalités devront être précisées ultérieurement. La seule disposition qui entre en vigueur immédiatement est la nouvelle exigence de l'IRA selon laquelle le crédit d'impôt pour VE ne peut être utilisé que pour les véhicules électriques "*dont l'assemblage final a eu lieu en Amérique du Nord*". Le département du Trésor a [publié](#) de premières directives.

Ces nouvelles exigences avaient été critiquées par l'*Alliance for Automotive Innovation*, qui représente notamment GM, Volkswagen et Toyota. [Selon son président](#), John Bozzella, quelque 70 % des modèles de véhicules électriques actuellement vendus aux États-Unis ne seraient pas éligibles au crédit d'impôt dans l'état actuel du texte.

La Commission Européenne a exprimé ses réserves sur ce dispositif, qui pourrait constituer une barrière aux échanges et serait ainsi contraire aux règles de l'Organisation mondiale du commerce.



## Industrie

### 7. Le *CHIPS and Science Act* contenant notamment des subventions pour la production domestique de semi-conducteurs a été promulgué.

Le *CHIPS and Science Act* a été promulgué le 9 août après la [signature](#) du texte par le Président Biden. Il a été voté au Congrès de manière bipartisans : au Sénat le 27 juillet (64-33) et à la Chambre des représentants le 28 juillet (243-187). Il contient certaines dispositions des projets de loi [USICA](#) (voté au Sénat en juin 2021) et [COMPETES](#) (voté à la Chambre en février 2022), notamment une dépense totale de 52,7 Md USD sur 5 ans en soutien aux industries des semi-conducteurs. Cette dépense est notamment composée de 50 Md USD pour le fond *CHIPS for America Fund* dont 39 Md USD de soutien à la production. Des mesures de soutien à la recherche et développement sont

également prévues dont 81 Md USD pour la *National Science Foundation* (NSF).

L'accord bipartisan a notamment été trouvé suite à l'ajout de restrictions imposées aux bénéficiaires de subventions qui s'engagent à ne pas étendre ou créer de sites de productions de semi-conducteurs avancés en Chine et dans d'autres pays listés comme « pays préoccupants » par les Etats-Unis. De même, le texte abandonne les dispositions du projet de loi *COMPETES* prévoyant l'assouplissement des barrières à l'immigration des titulaires de diplômes dans les domaines scientifiques et technologiques, jugées indispensables par l'industrie pour faire face à la pénurie de main d'œuvre qualifiée (cf. [courrier](#) de neuf entreprises du secteur à N. Pelosi, K. McCarthy, C. Schumer et M. McConnell).

## Numérique et Innovation

### 8. Un lanceur d'alerte de Twitter dénonce les pratiques de l'entreprise en matière de sécurité

Le 23 août, le Washington Post et CNN ont révélé que Peiter "Mudge" Zatkó, célèbre hacker qui avait été recruté par Twitter en 2020 en tant que chef de la sécurité avant de quitter l'entreprise en janvier 2022, a soumis un [document](#) de 84 pages auprès de la Securities and Exchange Commission, du Department of Justice, de la Federal Trade Commission, et de plusieurs comités du Congrès en juillet. Le document accuse Twitter (i) d'avoir menti à Elon Musk sur le nombre de bots présents sur la plateforme, (ii) de ne pas avoir sécurisé les serveurs de l'entreprise, l'infrastructure de data center de l'entreprise étant sujette à la menace d'une panne complète à cause de logiciels obsolètes, (iii) de ne pas avoir divulgué des détails cruciaux sur les failles de sécurité de la plateforme à son conseil d'administration (ie. nombre total d'incidents de sécurité, le manque de sécurisation des ordinateurs des employés et l'absence de progrès dans la réduction de la quantité d'employés qui ont accès à des systèmes critiques de la plateforme), (iv) d'avoir plié face aux pressions du gouvernement indien pour embaucher des agents du gouvernement et leur donner accès à des données sensibles, (v) d'avoir violé les stipulations d'un accord à l'amiable passé avec la FTC en 2011 par lequel l'entreprise s'était engagée à apporter des modifications substantielles à ses protocoles de

sécurité et de confidentialité, (vi) de sous-dimensionner ses efforts de lutte contre la désinformation, l'équipe en charge manquant de ressources et de personnel, avec seulement deux employés affectés à cette tâche en 2021. Zatkó met en cause l'ancien PDG Jack Dorsey, qu'il décrit comme « désengagé », et l'actuel PDG Parag Agrawal, qui, selon ce document, ne saisisait pas les enjeux de vulnérabilités de sécurité de l'entreprise. En réaction, le comité judiciaire du Sénat a annoncé la tenue d'une audition le 13 septembre, avec la comparution attendue de Peiter Zatkó. Les dirigeants de plusieurs comités du Congrès se sont engagés à ouvrir des enquêtes et ont appelé les agences fédérales à agir, notamment la Federal Trade Commission (FTC). Plusieurs parlementaires républicains et démocrates se disent préoccupés par les implications de ces révélations quant à la capacité de la plateforme à effectivement lutter contre la désinformation dans le contexte des élections de mi-mandat.

### 9. Rapport de la FCC sur le Universal Services Fund

Le 15 août 2022, la Federal Communications Commission (« FCC ») a publié [son rapport sur l'avenir du Fonds de service universel](#) (« Fonds »), adopté à l'unanimité des 4 commissaires. Le rapport conclue qu'il existe une « ambiguïté significative » concernant sa capacité à élargir la base des contributeurs au Fonds. Pour lever

l'ambiguïté, la FCC « recommande au Congrès de lui fournir les outils législatifs nécessaires pour apporter des modifications à la méthodologie et à l'assiette des contributions afin de réduire la charge financière des consommateurs, de fournir une certitude supplémentaire aux entités qui seront tenues de verser des contributions et de soutenir le Fonds et ses programmes sur le long terme ». Ce Fonds, créé en 1996, verse des subventions pour aider à garantir l'accès de tous les Américains aux services de communication. Le rapport identifie des pistes de nouveaux contributeurs potentiels au financement du Fonds à l'instar (i) des fournisseurs de haut-débit, (ii) des « edge providers » (entreprises qui fournissent du contenu, des applications et des services Internet, telles que les fournisseurs de services de streaming, de cloud, ainsi que de publicités en ligne), ou même (iii) du gouvernement fédéral via l'ouverture de crédits directs par le Congrès. Par ailleurs, le rapport affirme que la FCC n'a jamais étudié la question de sa compétence pour la mise à contribution des « edge providers ». Au-delà, la FCC estime que cette mise à contribution devrait être précédée d'une procédure de « rule-making » afin (i) d'analyser s'il serait possible d'assimiler les prestations fournies par les « edge providers » à des services de télécommunications, et (ii) démontrer que la mise à contribution de ces entités serait d'intérêt public. Les républicains, tant à la FCC qu'au Congrès, sont plus enclins que les démocrates à faire payer les plateformes technologiques. Dans une déclaration accompagnant le rapport, le commissaire républicain à la FCC, Brendan Carr, s'est ainsi dit favorable à l'idée de prélever des frais sur les entreprises technologiques plutôt que sur les fournisseurs de haut débit, mettant en garde contre l'inflation qui frappe déjà les consommateurs.

## 10. Annonces des entreprises de réseaux sociaux en matière de modération des contenus dans la perspective des élections de mi-mandat

Plusieurs grandes entreprises du numérique ont annoncé de nouvelles politiques de modération de contenus dans le cadre des élections de mi-mandat. Le 17 août, TikTok a interdit les publicités politiques rémunérées, annonçant qu'elle prenait de nouvelles mesures pour empêcher les influenceurs et les annonceurs de former des partenariats politiques rémunérés non divulgués. L'entreprise a également lancé son centre électoral, un hub intégré à l'application contenant des informations faisant autorité sur le scrutin. Le 16 août, Meta a promis de supprimer toute désinformation sur le scrutin et a déclaré qu'elle supprimerait les

publicités encourageant les citoyens à ne pas voter ou remettant en cause la légitimité de l'élection. Comme elle l'a fait en 2020, Meta bloquera les nouvelles publicités politiques et publicitaires pendant la dernière semaine de la campagne électorale et n'autorisera plus aucune modification des annonces dont la diffusion avait été précédemment approuvée. Twitter a également annoncé qu'elle commencerait à appliquer sa politique d'intégrité civique, qui interdit les types de désinformation les plus courants sur les élections. L'entreprise étiquettera également les tweets douteux et ajoutera des liens vers des informations crédibles ou un contexte utile.

### Brèves

- Le 23 août, la Federal Trade Commission a [annoncé](#) solliciter des commentaires publics supplémentaires sur la manière dont les enfants sont affectés par la publicité numérique et les messages marketing susceptibles de brouiller la frontière entre les publicités et les divertissements.
- Le 22 août, Meta a signé un accord à l'amiable de 37,5 millions de dollars avec des utilisateurs de Facebook qui affirment que la plateforme a continué à suivre leurs emplacements après avoir désactivé les services de localisation sur leurs appareils. Ce règlement couvre environ 70 millions de résidents américains qui ont utilisé Facebook entre le 30 janvier 2015 et le 18 avril 2018 et qui ont désactivé le paramètre des services de localisation de l'application Facebook sur leurs appareils iOS ou Android. Séparément, l'Illinois a conclu un accord à l'amiable de 35 millions de dollars avec Snap dans le cadre d'un recours collectif sur la manière dont les données biométriques des utilisateurs ont été collectées par l'entreprise.
- Le 19 août, trois chercheurs ont déposé une [plainte](#) sous forme de recours collectif contre Oracle devant un tribunal de Californie, alléguant que la « machine de surveillance mondiale » de l'entreprise aurait amassé des dossiers détaillés sur quelque cinq milliards de personnes au travers de ses filiales publicitaires.
- Le 11 août, la FTC a [annoncé](#) le lancement d'une procédure de *rulemaking* pour sévir contre la « surveillance commerciale nuisible » et la « protection laxiste des données. » Selon la FTC, la surveillance commerciale consiste à « collecter, analyser et tirer profit des informations sur les personnes ». L'avis préalable de proposition de réglementation de la FTC sollicite les commentaires du public sur les dommages résultant de la surveillance

commerciale et sur la nécessité de nouvelles règles pour protéger la vie privée et les informations des personnes.

- Le 10 août, la FCC a [annoncé](#) qu'elle rejetait la demande de Starlink de recevoir une subvention par le biais du Fonds de service universel, estimant qu'une telle subvention ne serait pas la meilleure utilisation du Fonds pour apporter le haut débit dans les zones non desservies des États-Unis.
  - Le CHIPS and Science Act, promulgué le 9 août, abonde le Fonds public d'innovation pour la chaîne d'approvisionnement sans fil (« Public Wireless Supply Chain Innovation Fund ») à hauteur de 1,5 milliard de dollars pour accompagner le déploiement de l'architecture ouverte dite « open-RAN ».
  - Le 5 août, Amazon et iRobot, constructeur du robo-aspirateur Roomba, ont [annoncé](#) avoir conclu un accord de fusion en vertu duquel Amazon acquerra iRobot dans une transaction entièrement en espèces évaluée à 1,7 milliard de dollars.
  - Le 1<sup>er</sup> août, Apple a été poursuivi par des développeurs d'applications français qui ont accusé le fabricant d'iPhone d'avoir enfreint la loi antitrust américaine en les surfacturant pour utiliser son app store. Les demandeurs dans le recours collectif proposé incluent la Société du Figaro, L'Équipe 24/24, et Le Geste, une association de fournisseurs de contenus français.
  - Le 28 juillet, les sénateurs Ed Markey (D-MA), et Ron Wyden (D-OR), ainsi que la représentante Doris Matsui, (D-CA), ont présenté le "[Net Neutrality and Broadband Justice Act](#)" au Congrès, un projet de loi qui classerait l'accès Internet haut débit comme service de télécommunications en vertu du titre II de la loi sur les communications, donnant à la FCC l'autorité appropriée pour rétablir les protections de la neutralité du net.
  - Le 27 juillet, le Kids Online Safety Act, qui vise à améliorer la protection des jeunes en ligne, et le Children's Online Privacy Protection Act, qui vise à améliorer la protection des données personnelles des jeunes en ligne, ont reçu un vote positif en comité au Sénat.
  - Le 27 juillet, la FTC a introduit une [plainte](#) devant la cour fédérale du Northern District de Californie, visant à bloquer l'acquisition par Meta de Within, une start-up de réalité virtuelle qui commercialise Supernatural, une application de fitness à succès. La FTC allègue que le projet d'acquisition de Within par Meta porterait atteinte à la concurrence et l'innovation dans ce secteur de la réalité virtuelle sur lequel Meta dispose déjà d'une position établie (casques, distribution et développement d'applications).
  - Le 20 juillet, l'American Data Privacy and Protection Act, projet de loi sur la protection des données personnelles, a reçu un vote positif en comité à la Chambre.
  - La [proposition de loi AB 2408](#) ou Social Media Platform Duty to Children Act qui avait été adoptée par l'assemblée de Californie en mai et qui avait eu le feu vert de plusieurs comités au Sénat a été mise en instruction prolongée (*suspenses file*) dans ce même cénacle. Une telle décision revient à mettre fin aux espoirs que la Californie soit le premier Etat à légiférer en la matière compte tenu de la clôture de la session parlementaire le 31 août 2022 malgré une demande sociale forte en ce sens. Pour mémoire, le texte, même amoindrit aux cours des débats aurait rendu les médias sociaux responsables lorsque leur usage a provoqué chez un enfant une dépendance et lui a causé un dommage de nature psychologique, physique, social ou émotionnel. Un projet identique pourra être redéposé à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023 mais tout le travail parlementaire est à refaire sachant que le député Cunningham à l'origine du texte ne se représente pas en novembre.
-



## Santé

### 11. Amazon accroît sa présence dans le domaine de la Santé

Le 21 juillet, Amazon a [annoncé](#) le rachat pour un montant de 3,9 milliards de dollars de la société One Medical.

One Medical est une société de soins de santé qui permet la prise de rendez-vous, le suivi du parcours de santé du patient et le renouvellement des prescriptions et qui offre également un programme d'abonnement pour des téléconsultations. Elle possède 188 bureaux répartis sur 25 marchés à l'échelle nationale (San Francisco, Atlanta, Boston, Chicago, Los Angeles, New York et DC notamment). Si le 2 août, One Medical a [annoncé](#) avoir signé un accord avec l'entreprise, les directions sont encore aujourd'hui distinctes. En effet, certaines oppositions retardent la procédure; la sénatrice Amy Klobuchar (D- Minnesota) a [saisi](#) la *Federal Trade Commission* le 21 juillet pour examiner ce dossier et empêcher le rachat de One Medical par le géant de la distribution.

Amazon s'intéresse également au rachat de Signify Health, société de services de soins à domicile, dont la valeur pré-marché a [augmenté](#) de 40% suite à la rumeur qu'Amazon et UnitedHealth, important groupe d'assurance américain, soient présentes pour un rachat.

La consolidation de la présence du groupe dans le secteur de l'offre de soin fait suite au lancement d'Amazon Pharmacy (avec le rachat de Pillpack en 2018) et d'Amazon Care (prestataire de services de soins aux entreprises) en 2020.

### 12. La Prescription Drug Pricing Reform inscrite dans le Inflation Reduction Act

Signé le 16 août par le Président Joe Biden, l'[Inflation Reduction Act](#) encadre le prix des médicaments dans le cadre du Medicare. Visant à réduire les coûts des traitements pour près de 5 à 7 millions d'américains, d'après la [Maison Blanche](#), la réforme va mettre en place sur à l'horizon 2030 :

- i. La négociation par le *Health and Human Services*, d'un prix plafond pour 20 médicaments, dans le cadre du Medicare partie B et D. Pour rappel, ces deux parties concernent respectivement la couverture des soins essentiels et soins de prévention (B) et la couverture des prescriptions médicales, par des assurances privées affiliées à Medicare (D). Cette réforme permettrait d'ici 2029 à de nombreuses personnes âgées d'accéder à des

soins à moindre coût. Cela concernerait les médicaments sans générique existant, présents depuis 7 ans sur le marché ainsi que les traitements biologiques présents sur le marché depuis 11 ans\*. Cette négociation se ferait en tenant compte du prix moyen observé de ces traitements sur quelques années.

- ii. Le plafonnement du reste à charge pour les traitements prescrits, à 2000 dollars pour les personnes bénéficiant de Medicare à partir de 2025,
- iii. Le versement au gouvernement par les groupes pharmaceutiques d'un rabattement si l'évolution du prix de certains médicaments (répondant aux mêmes critères que ci-dessus\*) de la partie B et D du Medicare est plus importante que l'inflation. Cette disposition s'appliquerait dès 2023.
- iv. Le plafonnement du prix de la dose mensuelle d'insuline à 35\$ pour les bénéficiaires des parties B et D de Medicare dès 2023
- v. La vaccination gratuite pour les bénéficiaires de la Partie D.
- vi. Le relèvement du plafond d'accès au programme de Medicare pour les foyers à bas revenus, touchant au plus 150% du niveau de pauvreté fédéral d'ici 2024.

Le lobby PhRMA [avait critiqué](#) le projet de loi en juin dernier, affirmant que la négociation des prix par le HHS menacerait l'accès aux patients à de nouveaux traitements innovants. Des interrogations existent sur l'impact de cette réforme pour les patients non couverts par Medicare qui pourraient connaître une augmentation des prix de leur traitement pour compenser l'encadrement des prix sur un segment du marché.

#### Brèves

- L'entreprise pharmaceutique danoise Bavarian Nordic, seule entreprise dont le vaccin contre la variole du singe a été approuvée par la *Food and Drugs Administration* [étend](#) sa production aux États-Unis grâce à un contrat avec la société de manufacture Grand River Aseptic Manufacturing. Cette dernière, grâce à un transfert de technologie opéré par Bavarian Nordic, remplira et finalisera le vaccin sur le territoire américain afin de répondre à une commande, par la *Biomedical Advanced Research and Development Authority (BARDA)*, de 5,5 millions de doses à délivrer en 2022 et

2023 tout en assurant des commandes pour le reste du monde.

- Le 17 août, la FDA [a approuvé](#) Zynteglo, la première thérapie génique pour le traitement des adultes et des enfants souffrant de bêta-thalassémie, une maladie génétique du sang. Ce traitement en une seule dose, qui se substitue aux transfusions a été développé par [Bluebird bio](#), une entreprise basée à Boston. Ce traitement a été évalué à 2,8 millions de dollars la dose, un record pour les thérapies géniques, qui ne sont que peu nombreuses à être [approuvées](#) par la FDA.
- Anthony Fauci a [annoncé](#) sa démission en tant que directeur du *National Institute of Allergy And Infectious Diseases* et conseiller Médical de Joe Biden, le 22 août 2022. Elle prendra acte en décembre 2022. Le président américain devra nommer un remplaçant rapidement.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.  
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

**Responsable de la publication :** Service économique régional de Washington

**Rédacteurs :** Pôles Commercial, EDDET, Entreprises et Agriculture

**Copyright**

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Economique Régional de Washington.

**Clause de non-responsabilité**

Le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

[S'Inscrire](#)